

*Initiatives ministérielles*

Or, pour stimuler la création d'emplois, l'investissement d'une partie de ces 30 milliards de dollars, qu'autrement on dépenserait automatiquement sans même s'interroger pour garder les gens chez eux, n'aurait pas augmenté notre dette, mais il aurait servi à investir dans la population, à redonner aux Canadiens leur dignité, à les remettre au travail, à les rendre plus productifs et à accroître leurs revenus. En retour, on espère que ces dollars seront dépensés à nouveau dans l'économie, de manière à permettre ensuite de réduire le fardeau de notre dette.

Autrement, les Canadiens qui ne travaillent pas ne peuvent être des consommateurs productifs. Quand on craint l'avenir, on n'achète pas d'automobile ni un deuxième appareil de télévision. C'est logique. En l'absence de mesures incitatives ou de stimulants pour créer des emplois, l'économie finit par s'en ressentir.

Ce gouvernement semble se cacher derrière le fardeau de la dette. Nous nous inquiétons tous de la dette et nous devons tous nous en sentir responsables, mais cela ne doit pas nous empêcher d'aider les Canadiens à sortir des rangs des chômeurs et des assistés sociaux pour recommencer à être productifs et permettre ainsi d'augmenter les recettes. Nous aurions alors bien dépensé notre argent, cet argent qui sert encore malheureusement à garder les gens chez eux.

Que penser de la question de l'allègement fiscal? Depuis quelques années, ou depuis 1984, notre gouvernement nous a imposé 40 nouvelles taxes ou hausses de taxes et d'impôts. Le Canadien moyen verse donc à l'État quelque 1 500 \$ de plus aujourd'hui qu'il ne le faisait en 1984. Pourtant, le gouvernement veut qu'on l'applaudisse parce qu'il a réduit de 2 \$ par année les impôts d'une personne qui gagne de 15 000 \$ à 20 000 \$, ou d'une douzaine de dollars ceux d'une personne qui gagne 30 000 \$. Sans parler de la TPS qui, on le sait bien, a aggravé la situation tant pour les particuliers que pour les entreprises.

Les impôts municipaux et fonciers augmentent. Il n'y a qu'un seul contribuable—et nous le connaissons tous, car nous le rencontrons dans notre bureau de circonscription—qui, à la fin du mois, a toutes les peines du monde à joindre les deux bouts. Après sept ou huit années de hausses d'impôt, la TPS et les taxes d'accise, le

gouvernement veut qu'on l'applaudisse parce qu'une personne qui gagne 30 000 \$ épargnera désormais 12 \$.

Peut-on imaginer l'ironie de cet argument? Peut-on imaginer que, ce mois-ci, les personnes âgées recevront un avis d'augmentation de pension de 37c. par mois? A-t-on idée d'accorder 37c. par mois de plus pour une personne retraitée? Cela veut dire que, pour acheter un café, il faut se mettre à deux. Si j'étais une personne âgée, je renverrais probablement ces 37c. au gouvernement, car les Canadiens ne sont pas désespérés ou ne manquent pas de dignité au point d'accepter une augmentation de 37c. sur leurs pensions mensuelles. Quelle insulte et quel embarras pour les personnes âgées!

Qu'advient-il des exploitants d'une petite entreprise? Qu'ont dit les ministres de ce gouvernement conservateur au sujet des petites entreprises dans tous les budgets qui ont été déposés depuis 1984? Ils ont dit qu'elles étaient la pierre angulaire et le moteur de notre économie, les créatrices d'emplois. Pourtant, lorsqu'un exploitant de petite entreprise lit le budget pour savoir ce qu'il offre à ce secteur, il n'y voit rien. La seule chose qu'il y a dans ce budget, c'est l'augmentation du plafond des prêts aux petites entreprises, qui passe de 100 000 \$ à 200 000 \$.

Le problème, monsieur le Président, et vous le savez bien car vous parlez aux petits entrepreneurs de l'Ouest, c'est que les banques ne veulent même pas leur prêter 100 000 \$, alors imaginez 200 000 \$. Par conséquent, cela devient une sorte de truc, un exercice de relations publiques. Lorsqu'on enlève cela, on se rend compte que la petite entreprise a plus de difficultés sous ce gouvernement, qui se prétend favorable au monde des affaires, que sous n'importe quel autre avant lui. C'est une des raisons pour lesquelles on voit ce mouvement de biens, de capitaux et d'unités de production vers l'autre côté de la frontière.

Vous me faites signe que mon temps est terminé. J'aurais aimé parler de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis et de l'accord tripartite, ainsi que de toute la question de la contraction de notre classe ouvrière moyenne. C'était une des choses qui nous distinguait des autres pays. Tous les pays ont leurs riches et leurs pauvres. Nous nous distinguons par le fait que nous avons une classe ouvrière moyenne. Malheureusement, cette classe moyenne rétrécit. Elle est menacée, et ce budget n'apporte pas de réponses.